

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Solidarité avec les Tunisiens**

- International -

Date de mise en ligne : samedi 14 mai 2011

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Nous reproduisons ci-dessous, avec son accord, la déclaration de Dominique Guibert, secrétaire général de la LDH ([www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)) lue lors du rassemblement de solidarité avec les jeunes tunisiens, le 5 mai 2011, devant le ministère de l'Intérieur.**

Que se passe-t-il donc en France ? Pourquoi sonne-t-on le tocsin ? Une invasion d'ennemis ? Des hordes d'immigrés aux portes, dit-on... Ce sont des phantasmes, certes, mais ils servent de justification à une politique de force, de chasse à l'homme et de stigmatisation de l'étranger.

Souvenons-nous. La Tunisie, ses palmiers, ses oasis, son désert et ses bas coûts de travail... C'était avant, avant que le peuple tunisien ne fasse le ménage. Le temps n'est plus où le gouvernement Sarkozy louait le dictateur. La Tunisie est devenue moins belle depuis que son peuple est fort du retour à la démocratie.

Aujourd'hui, au rebours des gestes de solidarité, se développent politique de la peur, gesticulation aux frontières et chasse aux Tunisiens en Ile-de-France. C'est une démonstration politique que Sarkozy et Berlusconi préféraient Ben Ali !

Il est profondément indécent que le président de la République française et le Premier ministre italien s'entendent pour limiter la liberté de circulation en Europe au prétexte de l'arrivée de vingt-cinq mille ressortissants tunisiens en Italie.

Evoquer les risques d'une invasion relève de la volonté politique d'attiser la peur et la xénophobie, en Italie comme en France. Que devraient dire les ONG et bénévoles tunisiens qui, avec des moyens réduits, accueillent à la frontière tuniso-libyenne les centaines de milliers de personnes qui fuient les exactions du régime Kadhafi ?

Après avoir soutenu presque jusqu'au dernier jour le régime de Ben Ali, Nicolas Sarkozy s'en prend à ceux qui se sont révoltés contre cette dictature. Accueillir dignement en France et en Italie vingt-cinq mille personnes qui cherchent une respiration au milieu des bouleversements inévitables qu'entraîne une révolution relève du devoir élémentaire d'humanité, mais aussi de l'intérêt politique de tous les pays de la région.

Il ne suffit pas de proclamer un soutien aussi tardif qu'irrésolu à la démocratie tunisienne et d'annoncer une contribution financière qui n'est en fait qu'un prêt. Il faut aussi tout faire pour que la démocratie l'emporte en Tunisie. C'est l'intérêt des Tunisiens, c'est l'intérêt des pays de la région, c'est l'intérêt de l'Europe.

Au regard de ces enjeux, le traitement infligé aux Tunisiens qui sont arrivés en Europe, refoulés à Vintimille, traqués dans les rues à Paris et en banlieue, est non seulement indigne, participant de cette xénophobie d'Etat dans laquelle s'enfonce le gouvernement français, mais aussi profondément stupide et dangereux pour notre avenir commun. La LDH appelle tous les militants, tous les citoyens et leurs associations, syndicats et partis à se mobiliser pour porter aide et assistance à ces personnes. Le gouvernement nous tend un piège : c'est « Moi et ma police » ou « Vous et votre chaos », c'est « la porte fermée aux étrangers » ou « l'invasion des immigrés ». Nous ne devons pas tomber dans ce piège et croire qu'il n'y a pas d'autres politiques possibles. A cet égard, la LDH regrette la précipitation de la Mairie de Paris dans la gestion d'une occupation dont elle aurait pu prendre la mesure dans une conjoncture spécifique. Nous critiquons cette acceptation d'une politique de force au lieu de poursuivre un dialogue qu'elle semblait pourtant avoir commencé.

Au contraire, la LDH attend de tous un respect de nos principes envers les personnes, humanité, accueil et solidarité ; et une orientation claire de soutien à la révolution tunisienne.